

Michel Godet :

« Le rideau de fumée de la désindustrialisation »

Entretien avec Alexis Lacroix

Le Figaro du 13 janvier 2005

LE FIGARO. - Comment réagissez-vous à l'annonce de création d'une Agence pour la promotion de l'innovation industrielle, qui fait suite à la publication du rapport du Président de Saint-Gobain, Jean-Louis Beffa, plaidant pour la réhabilitation du rôle de l'Etat dans l'innovation industrielle en France?

Michel GODET. - Plutôt favorablement - mais sous réserve d'inventaire, car il ne devrait pas à y avoir de création d'une nouvelle structure sans destruction des anciens organismes de recherche et de valorisation, dont la réforme, pourtant si nécessaire, est toujours reportée. En ce qui concerne la désindustrialisation, je relève qu'on en parle plus en France que chez nos voisins.

On prétend copier le modèle des grands programmes américains, dont le «succès» n'empêche pas le déclin industriel des Etats-Unis et leur déficit extérieur abyssal. En France, l'emploi industriel diminue, mais notre balance des paiements en produits manufacturés ne se dégrade pas en tendance. Le déficit de balance avec la Chine (7 milliards d'euros en 2003) reste inférieur à celui que nous connaissons l'Allemagne et comparable en valeur à notre excédent, tant vis-à-vis du Royaume-Uni que de l'Espagne. Parions que, si la reprise se manifestait partout en Europe, comme à la fin des années 90, avec un euro moins fort, l'emploi industriel augmenterait à nouveau comme dans cette période ! On comprend que certains fassent sonner le tocsin de la désindustrialisation, car la France a effectivement perdu, en 2002 et 2003, près de 100.000 emplois industriels sur un total de 6 millions d'emplois dans le secteur de l'industrie (au sens large d'Eurostat). Plusieurs facteurs ont conjugué leurs effets pour expliquer ce recul qui vient totalement effacer la progression de près de 4% de l'emploi industriel dans les années fastes de 1995 à 2001.

Quels sont ces facteurs ?

Il s'agit tout d'abord de la récession économique en France, en 2003, et au sein de notre principal marché - l'Europe. Ensuite, la dépréciation de plus de 30% du dollar depuis 2001 a renchéri nos produits et plombé la compétitivité de nos entreprises à l'exportation et sur le marché européen. Enfin, il faut évoquer les pratiques des donneurs d'ordre industriels et de la grande distribution qui, au nom de la baisse des coûts, étranglent leurs fournisseurs nationaux. Un de nos constructeurs automobiles entend, depuis peu, imposer à ses fournisseurs de justifier d'un minimum de 25% d'importations en provenance de pays à bas coûts. Pourquoi pas, si dans le même temps, ces donneurs d'ordre aidaient leurs fournisseurs à innover et à investir dans les pays à croissance rapide comme la Chine et l'Inde !

Voulez-vous dire que le thème de la désindustrialisation masque d'autres problèmes plus structurels qu'on refuserait de voir ?

{Texte}Oui, tout à fait. Une question importante est en effet rarement posée : comment font l'Italie ou la Grande Bretagne pour avoir, toujours d'après Eurostat, 800.000 emplois dans l'industrie de plus que la France, avec des populations comparables ? Malgré sa "désindustrialisation", la Grande-Bretagne a une part de l'industrie dans l'emploi (25%) quasi identique à celle de la France, mais elle enregistre depuis 20 ans une croissance du PIB par tête supérieure à la nôtre de un point par an ! Elle nous a même dépassés et connaît de surcroît un taux de chômage - trois fois plus faible. Ce qui serait chez nous un miracle est, là-bas, une réalité! J'observe que la Grande-Bretagne parvient à ces performances industrielles avec un taux d'effort de dépense de RD (1,8%) par rapport au PIB bien inférieur à celui de la France de 2,2%. Ce qui montre que l'efficacité de la dépense est une question bien plus importante que celle de son montant. La France fait déjà trop pour les grands programmes et les grands secteurs «recherchivores» (espace, nucléaire,défense). Faut-il continuer à envoyer de l'argent en l'air ? Ne vaudrait-il pas mieux, accompagner les efforts de recherche de nos PMI qui, en France, sont dans tous les domaines insuffisantes en nombre et par leur effort de recherche ? Je dis : Oui à l'effort d'innovation dans les petites et moyennes industrie en France !

Est-il possible de retrouver en France un taux de chômage de moins de 5%, comme en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas ou au Danemark ?

Oui, assurément. Dans ces pays, on travaille plus et plus intensément. Les performances des Britanniques, des Néerlandais et des Danois s'accompagnent d'un taux d'emploi plus élevé de dix points que le notre. Elles s'expliquent par les réformes structurelles du marché du travail et de la dépense publique. C'est bien l'activité qui crée la richesse et l'emploi. Il faut cesser de distribuer des revenus sans contrepartie d'activité.

Quelles recommandations en tirez-vous pour l'action publique ?

Plutôt que d'agiter le spectre de la désindustrialisation et de la délocalisation, nos dirigeants feraient bien d'accélérer le pas des réformes, à commencer par celle de l'Etat et de la fonction publique. Ils seraient alors plus légitimes pour engager un nouveau «colbertisme high tech », qui n'a d'ailleurs pas laissé que de bons souvenirs - on se souvient du «plan calcul». Il est regrettable d'avoir «perdu» Pechiney, mais il n'est pas plus glorieux d'avoir gardé Alstom aux frais du contribuable, par crainte d'une alliance industrielle dominée par l'Allemagne.

Le rideau de fumée de la désindustrialisation cache la question de la réforme de l'Etat. Avant d'engager de nouvelles dépenses, revenons à la meilleure des réformes - celle de l'Etat ! La dépense publique de 7 points supérieure à la moyenne communautaire par rapport au PIB (100 milliards d'euros !) contraint nos entreprises à courir dans la compétition internationale avec des semelles de plomb. En fait, s'il y a un problème d'emploi dans notre pays, c'est moins en raison de la mondialisation ou de la technologie qu'en raison de notre incapacité à profiter des gains de productivité dans l'industrie pour créer plus d'emplois dans les services (1) : si la France avait

créé autant d'emplois que les Etats-Unis ou l'Allemagne dans le commerce, l'hôtellerie et la restauration, elle aurait respectivement trois ou un million d'emplois de plus !

Le secteur tertiaire, de plus en plus industriel, n'est-il d'ailleurs pas à son tour menacé ?

Revenons aux définitions : la désindustrialisation, c'est la baisse des emplois industriels dans l'emploi total. De ce point de vue, la tertiarisation est le signe d'un développement avancé. La part de l'emploi industriel a baissé en France de 9 points en 25 ans, mais une grande part de cette chute vient des bénéfices des gains de productivité et de l'externalisation des fonctions. La société post-industrielle reconnue au milieu des années soixante - et perçue à l'époque comme une bonne nouvelle -, devrait se renforcer dans les années à venir. Il n'y a, à vrai dire, nul lieu de s'en affliger. Il ne faut pas confondre non plus désindustrialisation avec délocalisation. Ces dernières participent du mouvement général de croissance des échanges dont les pays développés sont les premiers bénéficiaires. Nous produisons de moins en moins de produits à fort taux de main d'œuvre et à faible contenu technologique, et toujours davantage de produits sophistiqués - ce qui est le lot de tous les pays développés. Dans le même temps, l'emploi dans les services aux entreprises a augmenté de 7 points pour représenter 14% de l'emploi total en 2003. Ce qui compte pour une entreprise, c'est de capter le maximum de valeur ajoutée en maîtrisant la conception, le marketing et la distribution des produits et en assurant les services de maintenance. Le secret de la performance consiste donc à produire moins cher ce qui se vend (la qualité et le service) plutôt que de chercher à vendre (même à perte) ce que l'on produit. L'erreur serait de freiner les restructurations et de maintenir sous tente à oxygène des managers qui n'ont pas su anticiper et innover.

Ne faut-il tout de même pas aider les entreprises en difficulté ?

Plutôt que de lancer une nouvelle politique industrielle offensive, il faudrait d'abord aider les entreprises qui marchent à se développer encore plus et réveiller les projets dormants dans leurs cartons. Le même constat s'applique aux dépenses de recherche et développement, car les entreprises les plus performantes dans un secteur ne sont pas celles qui ont les dépenses de R-D les plus élevées. Elles sont d'abord efficaces (c'est-à-dire qu'elles produisent à moindre coût) grâce à leurs choix efficaces (répondant aux besoins du marché). La France, contrairement à l'Allemagne, investit déjà beaucoup trop dans les secteurs "recherchivores" (40% des dépenses publiques de recherche sont concentrés sur le nucléaire, l'espace et le militaire et profitent d'abord à quelques grandes entreprises) et pas assez pour stimuler les recherches dans les secteurs de moyenne ou basse technologie et dans les PME. Ces dernières bénéficient de moins de 10% de l'effort public de recherche. Quand une entreprise est en difficulté, c'est presque toujours en raison d'un déficit de management. Aussi toute forme de tentative pour lui venir en aide est-elle souvent inutile et coûteuse pour l'ensemble de l'économie, si elle ne passe pas par un remplacement des dirigeants (comme cela a été fait à France Télécom). En France, les entreprises les plus performantes dans les Industries électriques (Legrand), les matériaux (St Gobain, Lafarge), dans les IAA (Danone, Bongrain), dans les cosmétiques (L'Oréal), mais aussi dans la distribution (Auchan, Carrefour),

l'hôtellerie ou la restauration collective (Accor), sont généralement celles qui n'ont pas fait appel à l'aide publique mais ont su se doter de managers éclairés.

Quelles sont les autres carences industrielles de la France par rapport à l'Allemagne, par exemple ?

Comparée à l'Allemagne, la France manque surtout de grandes PMI, en raison du coût capitalistique très élevé et des problèmes liés à la transmission du patrimoine quand plusieurs millions d'euros, voire quelques dizaines, sont en jeu. Il n'y a en France que 2000 entreprises industrielles de plus de 250 salariés. Elles comptent pour 65% de la valeur ajoutée du secteur et assurent les quatre cinquièmes des exportations. Si l'on veut vraiment parier sur le futur, c'est vers des entreprises de taille moyenne, fortement innovatrices, qu'il conviendrait de regarder. 25% de la valeur ajoutée revient aux 20.000 entreprises ayant entre 50 et 250 employés. Et il n'y a que 1% des créateurs, soit 2000 par an, qui se lancent dans l'industrie. Assurer la pérennité et le développement permettant aux petits de devenir grands en France, comme en Europe et à l'international : voilà le grand défi à relever pour les pouvoirs publics en mal de politique industrielle.

Quel est à votre sens le moteur de l'innovation technologique dans une économie mondialisée ?

C'est la connaissance, à n'en pas douter. Le premier combat de ce point de vue est de ne plus avoir 15% à 20% des enfants entrant en sixième sans savoir lire, écrire et compter ! Après la Société de l'information des années 80 puis la nouvelle économie des années 90, les abonnés du mirage technologique n'ont-ils pas lancé un nouveau concept, la société de la connaissance, pour dire la même chose ou presque ? Certes, la capacité des organisations à " apprendre à apprendre " est devenu un facteur-clé de compétitivité. Or l'innovation, n'est pas uniquement technique : elle est aussi commerciale, organisationnelle et financière. La technologie, bien qu'importante, ne saurait constituer l'essentiel.

Quel rôle peut jouer, à vos yeux, l'Europe ?

La réponse aux défis du futur se situe certainement dans l'innovation et la capacité des territoires à s'organiser en pôles de compétitivité dans tous les domaines où les entrepreneurs unissent leurs forces pour partir ensemble à la conquête du futur. Ce message n'est guère entendu à Bruxelles. L'ambitieuse stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi mise essentiellement sur les technologies de l'information et l'économie de la connaissance. A presque mi-parcours, le récent rapport Wim Kok (2) maintient le cap sur la société de la connaissance et un développement durable pour une Europe élargie et consacre, fait nouveau, une petite page au vieillissement de l'Europe. Ce dernier pourrait faire baisser le potentiel de croissance de l'Union de un point (autour de 1% au lieu de 2%) d'ici à 2040. Mais rien n'est dit des évolutions démographiques comparées de l'Europe avec les Etats-Unis. L'Europe s'est donné comme ambition de prendre la tête de la Société de la

Connaissance : encore faut-il qu'il reste des jeunes - et notamment de jeunes dirigeants - pour assurer la relève ! Une bonne et récente nouvelle : notre président vient d'écrire, en collaboration, avec les autres chefs d'Etat européens, une lettre, d'ailleurs totalement passée sous silence par les médias français, adressée le 29 octobre 2004, au président du Conseil européen. L'objet de cette lettre ? Alerter sur le vieillissement de l'Europe et son retard démographique par rapport aux Etats-Unis et élaborer un nouveau pacte européen pour la jeunesse et la démographie (3). Entre l'Europe et l'Amérique, le gap technologique est bien moins important que le gap démographique !

{Note}*Professeur au Cnam, titulaire de la Chaire de Prospective Industrielle, membre du Conseil d'Analyse Economique auprès du Premier Ministre, auteur de Le Choc de 2006, Odile Jacob, deuxième Edition 2004, Michel Godet vient de signer dans Futuribles (janvier 2005) un article sous le titre «Désindustrialisation ou modernisation ?».

(1) Debonneuil, Michèle et Cahuc, Pierre : Création d'emplois dans les services . rapport du Cae (Documentation française, 2004) (2) Relever le défi : La stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi. Rapport du groupe de haut niveau présidé par M Wim Kok. Novembre 2004 CCE . (3) site internet de l'Elysée